

---

***LE NATIONALISME RUSSE  
DANS LE BERCEAU FEDERAL :***

***LE CHOIX DIFFICILE ENTRE L'ETHNIE  
ET LE TERRITOIRE***

**Timour ATNACHEV\***

---

\* Timour Atnachev est doctorant en science politique à l'IEP de Paris.

## **Introduction**

### **I. Nationalisme et fédération : la République russe ?**

- **Définition du nationalisme dans le contexte russe**
- **Une représentation politique de l'ethnie ou le projet de République russe**

### **II. Les deux courants du débat et ses limites « par le haut »**

- **Du *statu quo* aux réformes graduelles de la structure fédérale**
- **La suppression du découpage ethnique : les projets de 'réforme radicale'**

## **Conclusion**

## Introduction

*«Le nationalisme est essentiellement un principe politique, qui affirme que l'unité politique et l'unité nationale doivent être congruentes.»<sup>1</sup>*

*«La fédération mondiale est une sorte d'utopie, la fédération de l'Europe est une réalité, et la Russie, fait-elle partie de l'Europe ?»<sup>2</sup>*

Le patriotisme d'Etat proclamé par tous les camps politiques depuis la dernière campagne présidentielle est devenu un lieu commun dans la Russie de Poutine. Et pourtant le nationalisme russe n'a toujours pas percé comme une force politique d'envergure<sup>3</sup>. Pourtant, l'analyse des constructions idéologiques d'un certain nombre d'hommes politiques, écrivains et penseurs, nous amène à la problématique de la «question russe» dans sa dimension ethnique. Ce qui est nouveau, c'est la référence à l'ethnie russe et les appels à la défendre qui deviennent intellectuellement de plus en plus légitimes dans le débat politique. La question qui se pose alors est tournée vers le futur : est-ce que cette légitimation intellectuelle peut graduellement aboutir à l'émergence politique d'une nouvelle forme de nationalisme russe ?

La pérennisation du nationalisme russe sur la scène politique paraît peu probable. La question-clé qui a favorisé la légitimation intellectuelle de la dimension ethnique russe repose sur l'asymétrie de la structure de l'Etat fédéral. Autrement dit, l'émergence de discours ouvertement nationalistes sur la scène politique russe se limite en fait à la question fédérale.

Depuis l'effondrement de l'URSS, le nouvel Etat russe – Fédération de Russie – s'est paré d'une configuration fédérative aux contours encore flous. L'expression hybride – FédérNation de Russie – illustre bien cette spécificité. Le nouvel Etat a des frontières partiellement contestées, plusieurs dates symboliques de naissance et une structure fédérale asymétrique mélangeant deux principes de

---

<sup>1</sup>E. Gellner, *Nations et nationalisme*, Payot, 1994, p. 11.

<sup>2</sup>G. Fedotov, «Rossia i federatsia» (Russie et la fédération), in *Novaya Rossia*, Paris, 1994.

<sup>3</sup>Aucun homme politique ou parti affichant leur nationalisme n'a connu de succès important aux élections nationales. La seule exception que l'on peut citer sur le plan régional est la figure de A. Kondratenko, le gouverneur de Stavropole, qui exprime publiquement sa préférence ethnique vis-à-vis des Russes.

découpage des entités la composant – administratif et ethnique. De façon étonnante, l'élément manquant dans cette configuration est la «nation Russe»; dans le sens ethnique elle n'est jamais mentionnée dans les documents ou discours officiels malgré la reconnaissance formelle de certaines autres ethnies. Dès lors, une nouvelle question surgit : comment la structure fédérale peut accélérer la formulation des revendications politiques en termes ethniques à travers le débat entre les défenseurs de la structure fédérale actuelle et les «nationalistes» Russes. En effet, tout discours nationaliste russe cohérent se trouve confronté à un choix difficile entre la primauté accordée au territoire et l'homogénéité ethnique. Ce dilemme est posé par la forme spécifique de la Fédération de Russie. Initialement façonnée selon les recettes des socio-démocrates austro-hongrois, la structure fédérale soviétique a été adaptée par Staline à la Russie post-révolutionnaire.

C'est bien l'identité russe qui est en jeu derrière la question académique de la structure fédérale la mieux adaptée à la Russie d'aujourd'hui. Ainsi, cela revient à chercher à comprendre de quelle façon les discours nationalistes russes traitent la question du fédéralisme asymétrique de la nouvelle Russie, dans laquelle la place de la nation russe n'est pas formellement articulée. D'emblée il faut écarter une question proche, mais différente quoique connexe : la manière dont le nationalisme russe affecte les discours des défenseurs de la structure fédérale actuelle ? La raison principale de ce choix est qu'un certain type de structure fédérale et les discours qui la légitiment sont déjà une réalité tangible. Le nationalisme russe réagit et défie cette réalité. Ses réponses sont décisives pour le nouvel Etat russe, et à terme pour l'union de l'Europe.

## **I. Nationalisme et fédération : la République russe ?**

La faiblesse du centre, l'asymétrie de la Fédération et la discrimination active des représentants des peuples «non-titulaires»<sup>4</sup>, pour la plupart des Russes ethniques, dans les républiques et autonomies nationales de la Fédération, sont vivement discutées dans l'espace public depuis quelques années. Une multitude de discours visant à surmonter cette asymétrie structurelle de l'Etat est apparue. Certains de ces discours peuvent être considérés comme des émanations du nationalisme russe. Pour distinguer les discours nationalistes quelques points importants doivent être explicités quant à la définition du terme de nationalisme même. Dans la majorité des analyses de la situation en Russie, la définition du nationalisme est intuitive ou de bon sens, ce qui ne contribue en rien à la simplification d'une réalité déjà extrêmement complexe. Pris à la lettre, le bon sens est obligatoirement trompeur face à une problématique où se mélangent la politique et l'ethnique.

### ***La définition du nationalisme dans le contexte russe***

Les différents courants nationalistes russes, pris dans le sens large, ne sont pas d'accord sur la définition de la substance de 'roussoité', qu'elle soit Russe ethnique, Slave ethnique, impériale, étatique, linguistique, culturelle, volontaire etc. Cependant, il y a un point d'accord important : les personnes et les groupes qui se considèrent eux-mêmes comme Ukrainiens, Tatars, Yakoutes ou Juifs, ne sont pas considérés comme Russes et ne sont pas englobés dans le terme 'Nation russe' (*russkaya natiya, russkii narod*). Il est crucial de souligner que cette distinction n'induit pas automatiquement l'exigence d'une sorte de privilèges individuels pour les Russes ethniques ou une discrimination pour les non-Russes. La distinction fait état d'un fait social empirique : la plupart des individus en Russie savent à quelle ethnie (*natsionalnost*) ils appartiennent.

Le tableau complet de ce savoir social comporte trois cas de figures : ceux qui s'identifient clairement comme Russes et sont identifiés comme tels par les autres, ceux qui s'identifient clairement comme non-Russes et sont identifiés comme tels par les autres et ceux dont l'identité est «brouillée» soit au niveau personnel, soit au niveau

---

<sup>4</sup> Selon la conception soviétique la plupart des entités politiques sont découpées autour d'une ethnie ou peuple ayant un statut particulier - «nation titulaire» - ce qui donne un certain nombre de droits et opportunités en termes de représentation politique et culturelle. Par conséquent, les représentants d'autres ethnies se trouvent indirectement pénalisés.

de la reconnaissance, soit par un conflit entre les deux. Notre affirmation du «fait social» de la distinction ethnique n'est pas contredite par cette troisième catégorie des «identités brouillées». La plupart des gens qui votent savent bien comment s'identifier, même si pour des raisons sociologiques, ceux qui écrivent et s'expriment publiquement ont probablement plus de chance d'avoir une identité complexe. L'existence des deux termes désignant l'appartenance à la Russie est marquée dans la langue russe par une distinction nette entre la référence à l'Etat et la référence à l'ethnie<sup>5</sup>. Toute référence à l'ethnie russe, même dans le sens le plus général, a été bannie des discours politiques en Russie post-soviétique jusqu'en 1997, quand le groupe de G. Pavlovsky commence à l'utiliser par provocation. Dans ce contexte la précision est nécessaire pour éviter de classer comme extrémiste tout discours se référant à la distinction ethnique. Classer un discours comme nationaliste équivaut souvent à ne plus le comprendre. Cet aveuglement conceptuel est dicté par de bonnes intentions, mais il reste un aveuglement. L'acceptation de cette distinction ethnique au niveau de l'analyse théorique permet d'aller plus loin. Car la question n'est pas seulement de prendre en compte théoriquement ce qui existe déjà comme un fait social – à savoir la distinction ethnique des Russes et des non-Russes – mais de pouvoir étudier les usages politiques de la reconnaissance de cette distinction ethnique dans l'espace public.

La clarification conceptuelle préalable permet de donner une définition modérée du nationalisme qui semble être plus opérationnelle et adaptée au contexte de la Russie post-soviétique. Ce qui fait d'un Russe ethnique conscient de son appartenance un *nationaliste russe*, c'est le sentiment de vivre cette appartenance comme une appartenance à un corps politique. Faire partie d'un corps politique ici veut dire avoir certains intérêts et idéaux en tant que membre de ce corps. Ce qui fait ensuite la différence entre les courants nationalistes ainsi définis, c'est la façon de comprendre ces intérêts et idéaux et la façon d'envisager un projet pour l'Etat correspondant. On considère comme nationaliste tout discours revendiquant une représentation politique de l'ethnie russe (*natia, narod*) dans le cadre de l'Etat russe ou au-delà de ce cadre. Ceux qui parlent publiquement au nom du peuple russe en tant que groupe ethnique distinct sont les nationalistes russes.

---

<sup>5</sup>Les mots dérivés de la racine «rus'» sont généralement utilisés pour désigner l'appartenance ethnique au peuple russe (*ru'sskii narod*) et les mots dérivés de la racine «ross» se réfèrent à l'Etat russe (*ro'ssiiskoe gosudarstvo*).

Un certain nombre d’auteurs proches du Parti communiste de Russie, tel que A. Prokhanov, V. Bondarev, ou ayant une position indépendante comme V. Kojinov, qui avec certaines réserves peuvent être considérés comme les nationalistes russes, pourraient également faire l’objet de notre analyse<sup>6</sup>. Cette problématique n’apparaît pas essentielle pour ces auteurs qui appartiennent à la tendance patriotique formée à l’issue de la *perestroïka*, qui a été hâtivement assimilée au nationalisme russe. De même, le dernier programme officiel du PC comme les propositions récentes de Guenady Zuganov à l’occasion des débats parlementaires autour du projet de loi «sur le peuple russe», sont vagues quant à l’étendue de la nation russe et sa place dans la fédération<sup>7</sup>. En ce sens, le lien entre la vague des discours nationalistes russes et le débat concernant la structure fédérale témoigne de l’apparition de nouveaux clivages au-delà du spectre politique établi.

### ***Une représentation politique de l’ethnie ou le projet de République russe***

L’exigence de représentation politique de l’ethnie russe n’est ni neutre, ni innocente, car c’est précisément l’absence symbolique de la nation russe en tant que sujet distinct de la Fédération qui est en jeu. Les Russes ne sont pas mentionnés dans la Constitution, bien que 31 « nations titulaires » disposent de leurs propres entités territoriales et administratives ; les « peuples mineurs »

---

<sup>6</sup> Alexandre Prokhanov, un des principaux idéologues du Parti communiste prônant l’union des nationalistes et des patriotes internationalistes soviétiques, peut être considéré comme le représentant du courant impérial ; pourtant sa position sur la question fédérale n’est pas clairement formulée. On ne peut citer que des formules mystiques à cet égard : sans “le facteur national” et avant tout la “résistance russe, l’exploit russe, la stratégie nationale de la libération russe», «car l’empire [...] est le noeud des entités mystiques nationales qui se conjuguent et se combattent entre elles» ; A. Prokhanov, «*Kopieu natsii*», in *Zavtra*, 24.03.98

<sup>7</sup> L’ambivalence des nouveaux communistes russes face aux questions fédérale et nationale est déterminée par au moins deux éléments : l’internationalisme hérité de l’époque soviétique sur le plan idéologique, et, de manière plus pragmatique, l’implantation fédérale locale du PC qui bénéficient indirectement de l’indépendance des fiefs régionaux. Pour constater l’absence d’une position claire sur ces deux questions on peut se référer à des textes magistraux tels que «*Slovo k narodu*» (Mot au peuple) in *Den*, 1991, N°15; Le programme de Parti Communiste de Russie, Moscou, ITRK, 2000; G. Zjuganov, «*Ot reshenia sudbi russkogo naroda zavisit sudba nashego gosudarstva*» (Le destin de notre Etat dépend du destin du peuple russe), in *Sovetskaya Rossia*, 30.05.01.

(*malie narody*) ont également une place bien distincte qui ressort de la Loi suprême. En ce qui concerne la représentation politique, les Russes doivent se considérer comme les citoyens de Russie en-dehors de l'identification ethnique, tandis que certains autres peuples jouissent de cette représentation politique et des avantages y afférents. Tous les discours nationalistes visent expressément cette omission<sup>8</sup>. Le peuple multi-ethnique de Russie auquel se réfère la Constitution n'est pas le peuple russe, ou comme le dit A. Sevastianov dans la forme la plus radicale : « Les Russes ne sont pas '*Rossiane*' pour toujours. »<sup>9</sup>

Sur ce point, la revendication du nationalisme – exigence de la représentation politique des Russes ethniques – se heurte inévitablement à une difficulté structurelle, celle de la place du peuple russe dans le contexte d'une Russie fédérale. Les deux éléments dont la conjugaison crée cette difficulté structurelle résident dans le découpage administratif du territoire et l'homogénéité nationale. En accord avec la définition de E. Gellner, une partie des nationalistes russes plaident pour une congruence entre l'homogénéité nationale, la représentation politique et, ce qui est mis en lumière par la célèbre définition de l'Etat de M. Weber, le territoire. Or, une grande partie du territoire de la Russie a déjà une identité nationale clairement assignée et non-Russe, d'où les limites à l'application de la revendication nationaliste classique. Ce principe ne peut être immédiatement appliqué qu'à des sujets simplement administratifs de la Fédération<sup>10</sup>. Ensuite, ces territoires non-assignés sont à leur tour divisés en 68 sujets administratifs. Cette structure rend impossible une représentation éventuelle du peuple russe, lequel serait symboliquement morcelé au niveau individuel de chacun de ces sujets. La solution naturelle dans ce contexte serait alors de créer un niveau de représentation supplémentaire pour embrasser toutes les entités non-assignées en une entité ethnique russe. Cette proposition est connue sous le nom de la « République russe ».

---

<sup>8</sup> Ce point est mentionné par presque tous les auteurs analysés : A. Soljenitsin, A. Sevastianov, A. Migranian, A. Koljiev, V. Filipov, V. Pechenev, M. Kuznetsov, S. Markedonov, A. Tichkov, G. Popov, A. Dougin, A. Arinin, ...

<sup>9</sup> A. Sevastianov, « O razdelennoi russkoy natsii i ee prave na vossoedinenie » (De la nation russe séparée et de son droit à la réunification), in *Evrasijsky Vestnik*, N°2, 2000.

<sup>10</sup> Un tiers des sujets de la Fédération sont des entités avec une nation titulaire assignée, tandis que deux autres tiers des territoires n'ont pas d'identification ethnique et sont définis en termes administratifs. Ces sujets administratifs sont peuplés majoritairement par des Russes, mais le peuple russe n'est officiellement titulaire dans aucun territoire en particulier, ni en Russie en général.

Selon V. Filipov, ce fut P. Karp qui le premier a suggéré l'idée de la République russe, avant la dissolution de l'URSS, dans son article «Métropole ou république»<sup>11</sup>. Le sociologue D. Olchansky et l'idéologue A. Metrofanov ont soutenu cette idée. La Duma, chambre basse du Parlement, a d'ailleurs consacré une session à cette question, mais l'idée a été massivement rejetée par presque tous les courants nationalistes et par la plupart des idéologues de renom. À ce titre, A. Soljenitsine résume bien l'attitude générale : « Si nous [les Russes ethniques] avons accès aux droits étatiques dont bénéficient les autonomies nationales, il n'y aurait plus de Russie, elle se désintégrerait.»<sup>12</sup> Ce qui est intrigant, c'est que malgré l'absence d'adhésion réelle, le projet est régulièrement évoqué, discuté, pour finalement être rejeté<sup>13</sup>.

Il faut garder en mémoire que c'est la combinaison de deux principes - administratif et ethnique - qui a créé l'asymétrie initiale de la Fédération aussi bien au niveau de l'expression symbolique, que dans la pratique. La République russe doit alors être considérée comme une projection ultime de la logique ethno-politique de la Fédération<sup>14</sup>. La «grande» république russe serait membre et sujet de la Fédération au même titre que les «petites» républiques ethniques comme le Tatarstan et le Yakoutia. La République russe suppose le refus du principe de l'organisation administrative au profit de l'organisation ethno-politique du territoire. La dissolution de l'URSS et l'échec historique d'autres Etats fondés sur le principe du fédéralisme ethnique (Yougoslavie, Empire austro-hongrois) sont les deux raisons principales du rejet de l'option ethnique<sup>15</sup>. Le débat réel autour de la structure fédérale appropriée parmi les différents discours

---

<sup>11</sup> P. Karp, «Metropolia ili respublica?», in *Knijnoe obozrenie*, 21.07.89.

<sup>12</sup> A. Soljenitsine, *Rossia v obvale* (La Russie sous les avalanches), p. 128, *op.cit.*

<sup>13</sup> Même le programme électoral de B. Eltsine pour l'élection de 1996 contenait une mention et une récusation assez détaillée de cette idée. B. Eltsine, *Programme présidentiel*, Moscou, 1996.

<sup>14</sup> On se réfère à des nombreux travaux d'A.Tishkov, dont en particulier, «*Ethnichnost' i natsionalizm v postsovetskom prostranstve*» (L'ethnicité et le nationalisme dans l'espace post-soviétique), in *Regionalnie problemi mejnatsionalnih otnoshenii*, Omsk, 1993.

<sup>15</sup> L'argument comparatif est un peu plus souvent utilisé que la référence à l'histoire nationale. Cf. Elena Volkova «*Sravnitel'nyi analiz razvitiia federalizma v RF i v zarubejnih gosudarstvah*» (L'analyse comparative du développement fédéral dans la Fédération de Russie et à l'étranger) in *Samoorganizatsia i organizatsia vlasti*, Moscou, RFFI, 2000; on peut également citer entre autres, A. Arinine, V. Filipov, N. Maichev.

nationalistes russes peut être mieux appréhendé en se référant à deux autres options établies par le puzzle post-soviétique, tandis que la République russe délimite «par le bas» le champ du débat public.

## **II. Les deux courants du débat et ses limites «par le haut»**

Le débat se déroule principalement entre les deux options suivantes : *statu quo* ou rejet du principe ethno-politique. Le maintien du *statu quo* entre les deux principes d'organisation des sujets de la Fédération suppose que l'intérêt des Russes ethniques puisse être respecté malgré l'asymétrie du principe administratif et du principe ethno-politique. Le refus du principe ethno-politique se traduirait par une structure territoriale purement administrative à l'instar des départements français, ce qui *de facto* assurerait une place centrale aux Russes.

### ***Du statu quo aux réformes graduelles de la structure fédérale***

Les discours nationalistes relatifs à la discrimination pratique et symbolique des Russes dans la fédération asymétrique, et qui acceptent de garder le principe même de cette asymétrie, semblent incohérents. Il s'agit alors d'envisager les nuances de cette approche et leur logique respective.

La principale raison du maintien du *statu quo* provient de la préférence affichée pour les solutions pacifiques aux problèmes hérités d'un passé lourd et profondément enraciné dans la structure de la société. Ce courant représente alors une attitude modérée témoignant de la prudence face à l'extrême complexité de la «question nationale» (ethno-politique) dans l'histoire russe du siècle dernier. Le nom de Soljenitsine, sûrement un des idéologues les plus connus de la renaissance du peuple russe, est le premier sur la liste des défenseurs de cette attitude modérée. En 1990, A. Soljenitsine propose de se délester des républiques asiatiques comme des républiques baltes, mais en maintenant dans le giron étatique certains territoires peuplés par les Russes, afin de créer une nouvelle union des Républiques slaves<sup>16</sup>.

---

<sup>16</sup> Ainsi, certains territoires du Kazakhstan et de l'Estonie ont été considérés par l'écrivain comme partie de la future Union russe. A. Soljenitsine, *Kak nam obustroit Rossiju*, Paris, YMCA-Press, 1990, p.9-10

Mais dans ses travaux récents, l'ancien dissident paraît plus prudent surtout concernant les frontières intérieures. Tout en soulignant la tradition unitaire de l'Etat russe, il affirme que « bien que la fédération n'est pas une forme organique adaptée pour la Russie [...] elle est déjà enracinée dans les consciences [...]»<sup>17</sup> Pour l'analyste politique A. Migranian, la structure fédérale existante ne reflète pas les intérêts du peuple russe. Pourtant, il met en garde contre le danger de tout «changement radical du système politique de l'Etat établi»<sup>18</sup>. L'essayiste et ancien vice-ministre de la politique ethno-culturelle, V. Petchenev écrit dans *Nash Sovremennik* – revue réputée pour sa tendance nationaliste – que pour assurer les droits des Russes ethniques dans les républiques nationales de la Fédération, il serait possible d'introduire des quotas représentatifs au niveau de l'administration locale. Et il ajoute qu'il est important de mettre un bémol à cette affirmation : « Je suggère précisément d'envisager une telle éventualité et non pas de se précipiter pour l'introduire.»<sup>19</sup> La prudence est de mise !

Pour assurer les intérêts des Russes ethniques sur tout le territoire de la Russie et non seulement dans les sujets de la Fédération ethniquement «non-assignés», ces auteurs proposent la mise en œuvre de mesures dont certaines sont récurantes : le stricte respect légal des droits des Russes à l'accès égal à tous les postes administratifs, ce qui *de facto* rendrait caduque la séparation entre les représentants du peuple titulaire et les autres – non-titulaires ; la stimulation de la conscience nationale (ethnique) des Russes au niveau local ; le lancement de programmes spécifiques de développement culturel des Russes. Ce dernier point est particulièrement intéressant. En effet, le 17 Juin 1996, B. Eltsine a signé la loi «sur l'autonomie nationale culturelle». Celle-ci répond au besoin de représentation ethnique en dehors du lien douloureux entre un groupe ethnique et un territoire donné dans le contexte d'une Russie multi-ethnique et fédérale. Plusieurs auteurs, dont en particulier V. Petchenev, A. Tichkov, A. Soljénistine, A. Vdovine et d'autres, considèrent l'autonomie culturelle comme une possibilité de surmonter *de facto* l'asymétrie de la structure fédérale actuelle sans la briser *de jure*. Le point crucial de cette approche est une substitution tacite et graduelle de la logique

---

<sup>17</sup> A. Soljénistine, *Rossia v obvale* (La Russie sous les avalanches), p. 122, *op. cit.*

<sup>18</sup> A. Migranian, «*Natsionalni vopros v Rossii*» (La question ethnique en Russie), NG, 28.04.00.

<sup>19</sup> V. Pechenev, «*Russkii narod v sudbe gosudarstva rossiiskogo*» (Le peuple russe dans le destin de l'Etat russe), in *Nash Sovremennik*, N°5, 1999.

ethno-politique du découpage territorial des républiques et des autonomies nationales par une nouvelle logique extra-territoriale de la représentation ethnique. Pourtant, il n'est pas encore sûr que le peuple russe puisse et doive avoir recours à cette forme de représentation.<sup>20</sup>

La position d'Alexandre Dougine, le plus réputé des «eurasiens» modernes, peut également être considérée comme une variante modérée du nationalisme russe en vertu de la définition retenue précédemment. Ce courant tend à interpréter la tension entre les deux principes fédéraux davantage comme une richesse plutôt que comme une contradiction à surmonter. Il est intéressant de rappeler que la carrière idéologique de A. Dougine a commencé au sein du groupe *Pamjat'*, la première organisation nationaliste officielle apparue au cours de la *perestroïka*. Aujourd'hui il anime le cercle de plus un plus influent des eurasiens qui ont récemment reçu des signes de soutien de la part du président Poutine. Les eurasiens mettent en avant deux points en ce qui concerne la réforme du système fédéral qu'ils jugent, eux aussi, nécessaire : un centre politique plus fort grâce à des niveaux supplémentaires d'intégration administrative du territoire (créées par le pouvoir central, les entités intermédiaires doivent lui permettre de reprendre l'initiative sur les sujets de la Fédération), ainsi que le renforcement de l'union entre le peuple russe, dans le sens ethnique, et les autres peuples de la Russie, notamment les peuples musulmans (pour rééquilibrer sur le plan symbolique les conséquences de la première proposition qui aboutirait à l'affaiblissement du pouvoir des républiques ethniques, dont une grande partie affiche leur identité musulmane). Ainsi, le double principe de l'organisation de la Fédération n'est pas affectée, mais le pouvoir est redistribué au profit du centre, qui assure les intérêts du peuple russe et des peuples alliés : « L'espace politique russe doit être homogène et intégré » et par conséquent le centre fédéral doit « stimuler l'identification ethnique et régionale, et l'impératif de l'unité de l'Etat. »<sup>21</sup>

---

<sup>20</sup> Paradoxalement, la tentative d'un groupe d'individus de faire enregistrer, conformément à la loi, une autonomie culturelle russe n'a pas abouti, suite à un rejet administratif non-motivé. Cf. M. Kuznetsov, «*Discriminatsia*» (Discrimination), NG, 08.02.01 Une loi spécifiquement destinée à traiter les problèmes des Russes ethniques est en cours de discussion devant le Parlement russe. Elle est intitulée, «sur le peuple russe».

<sup>21</sup> A. Dougine, «*Evraziiskii federalism*» (Le fédéralisme eurasien), in *Zavtra*, 25.07.00.

***La suppression du découpage ethnique :  
les projets de réforme radicale***

La deuxième option recouvre les discours nationalistes qui affirment la nécessité de surmonter les effets négatifs de l'asymétrie par la suppression du principe du découpage ethnique du territoire. Selon cette logique, la nation russe ne pourra pas imposer sa prépondérance au sein d'un Etat fédéral où les sujets les plus puissants affichent ouvertement leur identité non-Russe. Cette asymétrie crée une disproportion dans la représentation politique ethniquement colorée. Dès lors, trois types de discours s'opposant à l'existence des sujets d'identité ethnique se distinguent selon le type de structure étatique qu'ils suggèrent : une fédération administrative symétrique, un Etat unitaire et l'Empire.

Le courant dominant gravite autour de la proposition d'une fédération territoriale symétrique avec les garanties d'accès à la représentation non-territoriale des groupes ethniques et des peuples. Ce qui signifie que l'on retrouve ici l'idée de l'autonomie ethno-culturelle qui cette fois remplace complètement la découpage ethno-politique du territoire. Un des hommes politiques les plus en vue pendant la *perestroïka*, Gavriil Popov, fut le premier à lancer cette idée en 1993. Cette réorganisation devrait permettre à la Russie de garder son intégrité politique même en « courant le risque de perdre deux ou trois autonomies nationales.»<sup>22</sup> Selon G. Popov, la structure politique actuelle « n'a pas d'avenir » car elle est incapable de résoudre les problèmes nationaux même des peuples ayant « leur propre » territoire, comme c'est le cas du Tatarstan où habite moins de la moitié de tous les Tatars de Russie. Pire encore, la Fédération actuellement constituée est incapable d'assurer la croissance ou le maintien de la proportion des Russes ethniques en Russie : « Il n'y a pas de conditions nécessaires pour renforcer le pilier majeur du pays : la grande nation Russe.»<sup>23</sup>

De nombreux auteurs soutiennent une position assez proche, mais avec une nuance importante : même s'ils partagent la préoccupation relative à la discrimination vis-à-vis des Russes, la représentation ethnique, pour eux, ne peut pas être un fondement viable de la souveraineté politique, qu'elle soit sous forme d'un Etat fédéral ou unitaire. L'individu et ses droits sont alors la valeur

---

<sup>22</sup> G. Popov, *Snova v oppositsii* (De nouveau en opposition), Moscou, 1994, p.381.

<sup>23</sup> G. Popov, «*Natsionalnosti v Rossii*» (Les peuples de Russie), NG, 12.04.2000.

suprême ce qui rend la question de la représentation ethnique secondaire, une telle neutralité ethnique assurant la domination culturelle et politique des Russes. Si V. Pastoukhov peut être cité comme l'idéologue le plus représentatif de cette tendance, d'autres auteurs comme A. Arinin et V. Filipov sont plus modérés : « l'individu est le seul principe de souveraineté à tous les niveaux de la représentation politique. »<sup>24</sup>

L'idée impériale a inspiré plusieurs tendances prônant l'unification du territoire de la Russie sans la représentation ethnique, en préservant la prépondérance du peuple russe dans le processus de construction de l'Etat. Ainsi, A. Makhnach et A. Koliev se réfèrent à l'Empire comme la forme de l'organisation politique la plus adaptée pour la Russie. Ainsi, Koliev développe une conception paradoxale de la nécessaire combinaison du nationalisme et de l'impérialisme comme deux facettes de l'idéal russe, à la fois particulariste et universaliste. Le maintien de la paix entre les peuples devient la fonction principale de la Russie qui devient ainsi une nation sub-ethnique.<sup>25</sup>

Les démocrates-libéraux, à l'exemple de V. Jirinovsky, ont réintroduit le concept d'un Etat unitaire sur la scène politique russe. La plupart des protagonistes adhérant à ce courant appartiennent à des mouvements radicaux tel que les fascistes de *Natsional'noe Russkoe Edinstvo* (RNE) dirigés par Alexandre Barkachov ou le nationalisme marginal d'Oleg Pavlov.<sup>26</sup> Une exception originale se trouve dans la position d'Andrei Zoubov qui plaide pour le retour à l'autogestion locale – *zemstva* – accompagnée par la dissolution des unités ethno-politiques. Son refus de l'idée d'une fédération administrative symétrique est motivé par le danger que représente la féodalisation des régions autonomes qui mènerait à la désintégration graduelle de la nation russe.<sup>27</sup> Ses arguments et ses références sont intimement liés avec l'expérience historique de l'Empire russe, même s'il ne propose pas l'Empire comme modèle formel. De même, Vladimir Jirinovsky utilise abondamment le vocabulaire administratif

---

<sup>24</sup> V. Pastukhov, «Novii federalizm dlia Rossii: institutsionalizatsia svobodi» (Un nouveau fédéralisme pour la Russie: l'institutionnalisation de la liberté), in *Polis*, N°3, 1994.

<sup>25</sup> A. Koljev, «Imperia - sudba Rossii» (L'Empire comme destin de Russie), in *Nash Sovremennik*, N°5, 1996.

<sup>26</sup> O. Pavlov, «Spasiteliam Rossii» (Aux sauveteurs de la Russie), in *Den literatury*, 1999, N°12.

<sup>27</sup> A. Zoubov, «Budushee rossiiskogo federalizma» (Le future du fédéralisme en Russie»), in *Znamja*, N°3, 1996.

de l'Empire russe, tels que le terme *gubernii*, dans ses projets de réformes. Bien que l'on puisse distinguer ces deux dernières positions dans les discours nationalistes sur le plan formel, de fait, le modèle unitaire de l'Etat n'est jamais envisagé en-dehors de la référence à l'Empire.

Ayant commencé par l'analyse de la place de la République russe au sein de la structure fédérale actuelle, pour compléter le propos on ne peut omettre la figure d'Alexandre Sevastianov. La particularité de cet auteur provient précisément du fait qu'il ait réussi à légitimer son approche en initiant un débat animé autour d'une série de publications dans *Nezavissimaa Gazeta*. On ne peut classer sa position relative à la structure fédérale ni dans les clivages traditionnels, ni dans une des catégories établies précédemment. Ce courant à part mérite l'attention.

A notre connaissance, l'auteur ne donne pas de formulation claire de son attitude face au fédéralisme actuel, alors même qu'il se réfère constamment à cette problématique. Pourtant, sa position se déduit d'autres principes politiques déclarés. Le premier point du programme de Sevastianov est l'assignation officielle et stricte des Russes ethniques, qui entraîne des droits et des devoirs spécifiques. A sa façon, la proposition s'inscrit dans la tradition soviétique où l'ethnie de chaque individu apparaissait sur sa pièce d'identité – mesure intimement liée à la séparation entre les peuples titulaires et non-titulaires dans la structure fédérale de l'URSS. La logique des peuples titulaires est prolongée jusqu'aux limites ultimes pour le peuple russe qui devient logiquement le peuple titulaire de Russie : « Ce qui est un bien pour les Russes (ethniques) est un bien pour la Russie. »<sup>28</sup>

D'abord, A. Sevastianov pourrait être considéré comme un adepte radical de la République russe, car il affirme que l'homogénéité ethnique des Russes constitue l'élément clé pour la renaissance de la Russie, même au prix d'une perte éventuelle de certains territoires. Ensuite, il peut également être assimilé comme un défenseur du *statu quo*, dans la mesure où il accepte les revendications ethniques des non-Russes, jusqu'à saluer l'autonomie maximale de ceux-ci. Enfin, Sevastianov peut encore être considéré comme un représentant de l'approche purement administrative de la structure

---

<sup>28</sup> A. Sevastianov, «O razdelennoi russkoy natsii i ee prave na vossoedinenie» (De la nation russe séparée et de son droit à la reunification), in *Evrasiizsky Vestnik*, N°2, 2000.

territoriale, en accord avec l'affirmation selon laquelle les Russes ethniques constituent le peuple titulaire « du moindre petit morceau de territoire » de la Fédération de Russie et l'accent mis sur le caractère mono-national de l'Etat russe sans distinction ethnique interne.

Ce qui caractérise ce discours, c'est que la problématique de l'hétérogénéité ethnique et fédérale de l'Etat n'intéresse pas vraiment A. Sevastianov, même s'il légitime certaines de ses revendications en se référant aux droits des autres ethnies dans la Fédération. Sa seule préoccupation est nourrie par le souci d'homogénéité, d'unité et de croissance numérique des Russes ethniques qui doivent assurer l'expansion de l'Etat russe : « La nation d'abord, l'Etat et le territoire ne sont que secondaires.»<sup>29</sup> Au fond, la position de Sevastianov correspond à une vision extrêmement large de la République russe, élargie sans souci de la complexité interne et bien au-delà des frontières externes. Ainsi, les nouveaux discours nationalistes examinés plus haut, cherchent à articuler à leur manière l'intérêt des Russes comme une entité ethnique, en acceptant le contexte politique donné. Le nationalisme de Sevastianov considère l'entité ethnique comme la seule option politique légitime, et l'érige en conséquence en un sujet politique absolu qui ignore les frontières.

## **Conclusion**

Les discours nationalistes classés de façon formelle en fonction de leur attitude vis-à-vis de la structure fédérale de l'Etat russe, ne se sont pas segmentés en familles politiques, et toute tentative de distinction ou séparation franche entre les variantes comporterait des lacunes : En effet, chaque famille politique peut être amenée à utiliser le nationalisme sans pour autant fonder une unité nationaliste politique. D'une certaine manière, la diversité des positions et une certaine confusion sont naturelles dans la première phase d'un débat public. Le deuxième facteur qui contribue au décalage entre les positions formelles et les positions politiques réelles des groupes nationalistes est lié à l'ambiguïté dans la nature même du discours politique. Cette ambiguïté nous échappe tant que l'on reste dans la perspective d'une méthodologie qui assimile le discours et la position politique, ce qui est particulièrement dangereux dans le contexte russe actuel. Le rapport entre les mesures pratiques que l'on soutient, telles

---

<sup>29</sup> A. Sevastianov, «O razdelennoi russkoy natsii i ee prave na vossoedinenie», *op. cit.*

qu'une réforme fédérale, les valeurs politiques déclarées, telles que le bien-être et la place d'une ethnie au sein des institutions fédérales, et finalement les acteurs politiques qui veulent effectivement les appliquer, n'est pas établi en un système de correspondance. Nulle part il ne correspond à un rapport de correspondance directe, et dans le jeune système politique russe, il n'est pas encore stabilisé. Alors, certains auteurs ayant des positions idéologiques très proches peuvent soutenir des mesures antagonistes, ce qui se vérifie par exemple concernant la structure fédérale. La classification des discours, selon le type de structure fédérale défendu, ne traduit pas obligatoirement la similitude des positions politiques de ces discours.

Pour avoir une image plus juste des courants idéologiques examinés il faut prendre en considération cette ambiguïté. Une classification plus précise des constructions idéologiques devrait alors se fonder sur l'approche générale de la question fédérale et non pas sur les mesures pratiques ou la forme concrète de la fédération. Deux autres tendances se dégagent alors : la première cherche l'homogénéité ethnique maximale des unités administratives – sujets de la Fédération – la seconde soutient la non-distinction ethnique maximale des unités administratives internes avec une domination symbolique globale des Russes. La première tendance est représentée par le projet de République russe et le projet de Sevastianov, tandis que la seconde peut être considérée comme le courant idéologique dominant.

Le pouvoir et l'initiative symbolique des ethnies non-Russes déclenchent la réaction nationaliste générale qui consiste à articuler les intérêts politiques du peuple russe en tant que groupe ethnique. Les Russes et la conscience ethnique des Russes sont la seule raison d'Etat et la seule source du bien public pour A. Sevastianov. La majorité des discours nationalistes considérés comme faisant partie du courant dominant, est basée sur la revendication des intérêts des Russes ethniques, respectant le droit des autres ethnies de s'affirmer dans le cadre d'un même Etat. Le projet de République russe suppose l'affirmation de la primauté de la voix des Russes au sein d'une entité politique séparée des autres sujets de la Fédération. Le vrai choix du nationalisme russe dans le contexte post-soviétique se situe entre ces deux options : soit accorder aux Russes ethniques une voix politique distincte au sein de la Fédération de Russie, soit éliminer les conditions structurelles où les communautés non-Russes disposent de cette voix grâce à la représentation politique et territoriale. La plupart des auteurs récuse la «petite» république russe, car la création d'une telle entité aurait comme conséquences des pertes importantes de

territoires. La «grande» république russe de Sevastianov est également rejetée pour sa négligence de la diversité ethnique de la Russie qui risque également de provoquer la perte de plusieurs entités territoriales.

L'asymétrie formelle et réelle de la Fédération a provoqué la montée de la conscience ethnique russe qui s'est exprimée à travers un certain nombre de discours. La nature de ces discours est en train de changer, puisqu'ils deviennent partie intégrante de l'agenda politique. Paradoxalement, le nationalisme russe semble apparaître sur la grande scène politique pour détruire les conditions de sa propre émergence. L'intérêt des Russes ethniques est au fond évoqué au nom de l'intérêt de l'Etat tout entier. Malgré une certaine confusion des genres, l'approche générale qui se dégage dans cette mouvance intellectuelle face au dilemme entre l'homogénéité et le territoire peut déjà être identifiée : le nationalisme russe se sent davantage concerné par le territoire que par l'homogénéité ethnique. Peut-être est-ce dans le sang russe ?